

NET INFOS

Lundi 05 Février 2024



Direction générale du Trésor : Faïd passe en revue le plan d'action 2024

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a présidé, samedi à Alger, une réunion de travail consacrée à la présentation et à l'examen du plan d'action pour l'année 2024 de la Direction générale du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'État (DGTGCOFE), a indiqué un communiqué du ministère.

Cette réunion s'est tenue en présence du directeur général de cette structure et de l'ensemble de son encadrement, a précisé la même source soulignant que le plan d'action 2024 de la DGTGCOFE, établi sur quatre axes stratégiques majeurs, vise à moderniser les services et les métiers du Trésor, améliorer l'efficacité financière, la qualité comptable et les conditions de travail.

Lors de son allocution d'ouverture, M. Faïd a souligné l'importance de cette rencontre, qui constitue, selon lui, une suite d'une série de réunions avec toutes les structures du ministère, tout en rappelant le rôle «central» de la DGTGCOFE dans l'action financière de l'Etat et la gestion de ses participations, ainsi que son «rôle moteur» dans l'accélération de la réforme financière. Le ministre a, également, encouragé une vision «élargie» de la mission de cette direction, la considérant comme «un acteur clé de l'activité économique et un adjuvant de la stabilité financière du pays». M. Faïd a mis en avant, en outre, l'«importance de prendre conscience de l'évolution du rôle et des missions de la DGTGCOFE, dans le contexte de la mise en œuvre de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et de la réforme budgétaire et comptable à tous les niveaux».

Cette compréhension, a-t-il ajouté, «doit servir de guide et d'accompagnement dans toutes les actions entreprises par la DGTGCOFE». Par ailleurs, le ministre a exprimé «son attachement

à la mise à niveau comptable selon la loi 23-07 et l'implémentation de la comptabilité en droits constatés, la modernisation du système des paiements en intégrant le Trésor public, la gestion active de la trésorerie et de la dette publique, ainsi que l'accélération de toutes les actions de la réforme financière».

Concernant la modernisation et la digitalisation des services, il a, particulièrement, souligné l'«importance d'accélérer le processus de la digitalisation des services bancaires» et a insisté sur «la nécessité d'alléger les procédures administratives et d'améliorer l'accueil des citoyens». Il a, aussi, appelé les acteurs concernés à «assurer un suivi régulier de la mise en œuvre de ce dossier afin de stimuler l'efficacité opérationnelle et de faciliter l'interaction avec le public», estimant que «la mise en place d'un mécanisme de suivi renforcera l'engagement envers ces objectifs stratégiques et assurera une évolution continue vers des services financiers plus accessibles et efficaces».

M. Faïd a, également, formulé des orientations claires lors de cette rencontre, encourageant vivement les responsables régionaux du Trésor à intensifier les visites de travail sur le terrain en soulignant leur rôle central dans la mise en œuvre des réformes engagées, est-il indiqué dans le communiqué. Ces visites sur le terrain permettront non seulement «une meilleure appréhension des besoins spécifiques de chaque région, mais renforceront également la coordination entre les échelons central et régional», a-t-il estimé. L'accent mis sur la présence «active» sur le terrain traduit, selon la même source, «la volonté du ministère de promouvoir une approche pratique et adaptée aux particularités de chaque région pour garantir le succès des initiatives mises en œuvre».

Pour sa part, le directeur général de la DGTGCOFE a présenté en détail, lors de cette réunion, le programme de travail pour l'année 2024, en soulignant l'alignement de ce plan sur les axes stratégiques définis, mettant en lumière une feuille de route précise pour la mise en œuvre de chaque action et ces échéances, démontrant, ainsi, l'engagement concret de la direction dans l'atteinte des jalons programmés, et ce dans une optique de transparence et d'une gestion rigoureuse des projets, contribuant ainsi à la concrétisation des initiatives entreprises, explique le communiqué.

Selon la même source, cette série de réunions constitue une étape «significative» vers l'établissement de nouvelles traditions de collaboration et de concertation, favorisant le débat et clarifiant les responsabilités à tous les niveaux. Aussi, M. Faïd a souligné l'importance de l'adhésion active de tous les acteurs concernés pour atteindre les objectifs fixés.



Numérisation des douanes : Un défi déclaré

Intervenant hier, devant les cadres de la Direction régionale des douanes à Oran, Le directeur général des Douanes algériennes, Abdelhafidh Bakhouche, a mis en exergue le rôle des douanes dans la mise en œuvre de la politique économique du pays et la protection de ses intérêts suprêmes en insistant, d'une part, sur la nécessité d'accompagner et d'accorder les

facilitations nécessaires aux opérateurs économiques désirant exporter des produits nationaux vers des pays frères et amis, et d'autre part, en combattant la fraude, la surfacturation et la contrebande.

De son côté, le directeur régional des douanes, Zeroual Chaâbane, a indiqué que les douanes algériennes à travers l'ensemble des moyens mobilisés par l'Etat et les mesures engagées, ont déployé les efforts nécessaires pour protéger l'économie nationale en veillant à lever tous les obstacles et difficultés susceptibles d'entraver l'activité des opérateurs économiques et les investisseurs en luttant contre la fraude, la contrebande et le crime organisé transnational. Dans ce sens, le directeur régional, a indiqué que le secteur s'appuiera de plus en plus sur les systèmes numériques pour développer les services et les solutions numériques pour une meilleure prise en charge, traitement et analyses des données et plus de transparence. Ces orientations s'inscrivent en droite ligne avec la politique économique de l'Algérie, a-t-il souligné en rappelant que les Douanes algériennes étaient parmi les premières ayant introduit la numérisation du secteur en adoptant notamment le nouveau système d'information ALCES. A ce propos, le même responsable a fait savoir que le nombre des déclarations douanières enregistrées via ce système jusqu'au 4 février 2024 est de l'ordre de 612.



[Numérisation, fermes pilotes et régime indemnitaire des imams](#)

[Tebboune presse le gouvernement](#)

Au Cœur des réformes engagées, le processus de numérisation doit passer à la vitesse supérieure, a ordonné le chef de l'État.

Socle des réformes, le processus de numérisation doit passer à la vitesse supérieur. C'est l'orinetation donnée hier par le chef de l'Etat envers le gouvernement. Ce dernier est ainsi tenu d'accélérer le processus de numérisation élevé en priorité. La question a été au coeur de la réunion du Conseil des ministres présidée par le chef de l'Etat.

Il a été en effet procédé à l'examen du rappel d'étape sur l'avancement du processus de numérisation. Le président Tebboune a, dans ce sens, instruit l'Exécutif pour «coordonner» les efforts afin de passer dans les plus brefs délais à la deuxième étape du processus. Considérée comme le pilier de toutes les réformes, la numérisation continue ainsi de bénéficier d'un suivi permanent de la part du premier magistrat du pays.

La numérisation deviendra «une réalité, par la volonté ou par la force des choses» avait mis en garde le Président. C'était pour illustrer les ravages provoqués par l'absence de statistiques fiables, particulièrement. Et sonner l'urgence de passer à une autre façon de gérer la chose publique. Depuis, il y a eu la succession de réunion et la campagne d'explication. Le premier argentier du pays a présidé récemment une réunion périodique de coordination. A l'ordre du jour: examiner l'état d'avancement de la numérisation des services du ministère, avec un accent particulier sur les secteurs des impôts, des domaines et de la douane. Et de toutes les

rencontres émerge l'idée essentielle. Celle-ci met en avant «l'importance cruciale» de construire un système d'information intégré pour le ministère des Finances, en consultation avec les parties prenantes. D'où le lancement de ce chantier consistant à parvenir à une interconnexion harmonieuse des différents services et une circulation des données à tous les secteurs gouvernementaux.

Cela vise à favoriser l'interopérabilité des systèmes d'information de chaque structure, facilitant ainsi la mise en oeuvre de la numérisation dans tous les domaines, notamment les impôts, les domaines et la douane. Cette approche vise à améliorer l'efficacité opérationnelle globale. Pour y parvenir, toutes les structures ont été, depuis, exhortées à maintenir et à renforcer la dynamique enclenchée en fixant des échéances précises pour la réalisation des actions programmées. Avec cette insistance à assurer une transition efficace vers des services gouvernementaux numériques interconnectés et accessibles.

L'objectif de ce processus est d'offrir aux citoyens et aux entreprises des solutions numériques innovantes qui simplifieront leurs interactions avec les services fiscaux, domaniaux et douaniers. Il y a cependant un objectif stratégique attendu à travers ce processus de numérisation. C'est celui de sécuriser l'économie et le citoyen d'une part, et mieux s'adapter aux développements technologiques et informatiques à l'échelle internationale, d'autre part.

L'autre sujet à l'ordre du jour de cette réunion a trait au régime indemnitaire des imams. Le texte en question a été approuvé lors de cette réunion, ce qui constitue une réponse positive à la revendication de cette catégorie sociale. En ce qui concerne les fermes pilotes, le Président a demandé la révision de leur conception de manière à en faire un levier de développement national.



[Oran: le DG des Douanes algériennes insiste sur l'adhésion impérative au processus de numérisation](#)

Le Directeur général des Douanes algériennes, le Général-Major Abdelhafid Bakhouche a insisté, dimanche à Oran, sur l'impératif pour les Douanes de s'engager dans le processus de numérisation, soulignant son importance pour garantir la transparence.

M. Bakhouche a entamé sa visite d'inspection dans la wilaya en se rendant au siège de la Direction Régionale des Douanes à Oran, où il a mis l'accent dans son allocution prononcée, en présence des autorités locales, des cadres et des agents des douanes, sur la nécessité d'adhérer à l'opération de numérisation.

Il a également souligné l'importance du service des Douanes dans la protection de l'économie nationale par la lutte contre les divers fléaux, à savoir la contrebande, la fraude et le gonflement des factures.

Le Directeur général des Douanes algériennes a donné des instructions pour prendre toutes les mesures devant accélérer les relations avec les opérateurs économiques en matière d'opérations d'exportation afin de renforcer le Trésor public en devises fortes et de faciliter l'exportation des produits nationaux vers les pays amis et frères.

De son côté, le Directeur régional des douanes d'Oran, Zeroual Chaabane, a souligné que sa direction s'emploie à consacrer tous les efforts pour surmonter les obstacles auxquels se heurtent les opérateurs économiques et les investisseurs et lutter contre toutes les formes de fraude, de contrebande et de criminalité transfrontalière, en s'appuyant de plus en plus sur les systèmes d'information pour accroître et développer les services et les solutions numériques.

Il a également souligné que la Douane algérienne a été la première à numériser son secteur à travers le nouveau système d'information "SAS", qui œuvre à rendre les frontières intelligentes pour faciliter la circulation des marchandises et des voyageurs.

D'autre part, lors de sa visite à l'Inspection des douanes à Oran-Port, M. Bakhouche a souligné la nécessité de généraliser la formation sur le nouveau système d'information pour la gestion douanière.

Le Directeur général des Douanes algériennes s'est également rendu au niveau du Port d'Oran où il a été informé sur les conditions d'accueil des passagers et s'est enquis des différents services et divisions.

Il a également inspecté les installations relevant des services des douanes de l'aéroport international d'Oran "Ahmed Ben Bella".



Direction générale du Trésor: Le Ministre des Finances examine le plan d'action 2024

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé une séance de travail consacrée à la présentation et à l'étude du plan de travail 2024 de la Direction générale de la trésorerie publique et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat.

Selon un communiqué du ministère, la réunion s'est déroulée en présence du directeur général de ce département et de tous ses cadres. Il est souligné que ledit plan de travail se décline en quatre axes stratégiques. Il vise à moderniser les services et métiers de la trésorerie et à améliorer l'efficacité financière, la qualité comptable et les conditions de travail.

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a indiqué que cette rencontre constitue une suite de la série de rencontres avec tous les services du ministère. Rappelant le rôle central de la Direction Générale de la Trésorerie et de la Gestion Comptable des Opérations Financières de

l'Etat dans l'oeuvre financière de l'Etat et la gestion de ses contributions. Ainsi que son rôle pionnier dans l'accélération de la réforme financière.

M. Faid a également évoqué l'importance de reconnaître l'évolution du rôle et des missions de la Direction générale du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances et à la réforme budgétaire et comptable à tous les niveaux. Il a ajouté que cette compréhension doit servir de guide et d'accompagnement à tous les travaux menés par la Direction Générale du Trésor et de la Gestion Comptable des Opérations Financières de l'Etat.

D'autre part, le ministre a exprimé son souci de moderniser la comptabilité conformément à la loi n°23-07.

Concernant la digitalisation des services, le premier argentier du pays, a souligné l'importance d'accélérer le processus dans des services bancaires. Il est nécessaire de réduire les démarches administratives et d'améliorer l'accueil des citoyens. Il a également appelé les acteurs concernés à assurer un suivi régulier de la mise en œuvre de ce dossier.



[Lancement du système d'information « Jibaya'tic » dans cinq wilayas](#)

La Direction générale des impôts a annoncé le lancement officiel du système d'information « jibaya'tic » au niveau de cinq wilayas du pays, à savoir Skikda, Annaba, Mascara, Naâma et Oum El Bouaghi.

Selon un communiqué de la Direction générale des impôts, le système est entré en service au niveau du centre des impôts de proximité d'Azaba (direction des impôts de Skikda) et du centre des impôts de proximité de Boni (direction des impôts d'Annaba).

Outre le centre des impôts de proximité de Mohammadia (direction des impôts de Mascara), le centre des impôts de proximité d'Ain Sefra (direction des impôts de Naâma) et le centre des impôts de proximité d'Ain El-Fakroun (direction des impôts d'Oum El Bouaghi).

La même source d'information rappelle que ce lancement s'inscrit dans le cadre d'un programme de numérisation de l'administration fiscale afin de faciliter les démarches aux personnes assujetties au régime fiscal.

Finances : Faïd passe en revue le plan d'action 2024 de la DG du Trésor

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, samedi à Alger, une réunion de travail consacrée à la présentation et à l'examen du plan d'action pour l'année 2024 de la direction générale du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat (DGTCOF), a indiqué un communiqué du ministère.

Par Fatah S.

Cette réunion s'est tenue en présence du directeur général de cette structure et de l'ensemble de son encadrement, a précisé la même source, soulignant que le plan d'action 2024 de la DGTCOF, établi sur quatre axes stratégiques majeurs, vise à moderniser les services et les métiers du trésor, améliorer l'efficacité financière, la qualité comptable et les conditions de travail.

Lors de son allocution d'ouverture, M. Faïd a souligné l'importance de cette rencontre, qui constitue, selon lui, une suite d'une série de réunions avec toutes les structures du ministère, tout en rappelant le rôle «central» de la DGTCOF dans l'action financière de l'Etat et la gestion de ses participations, ainsi que son «rôle moteur» dans l'accélération de la réforme financière.

Le ministre a également encouragé une vision «élargie» de la mission de cette direction, la considérant comme «un acteur-clé de l'activité économique et un adjuvant de la stabilité financière du pays».

M. Faïd a mis en avant, en outre, l'«importance de prendre conscience de l'évolution du rôle et des missions de la DGTCOF, dans le contexte de la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et de la réforme budgétaire et comptable à tous les niveaux».

Cette compréhension, a-t-il ajouté, «doit servir de guide et d'accompagnement dans toutes les actions entreprises par la DGTCOF».

Par ailleurs, le ministre a exprimé «son attachement à la mise à niveau comptable selon la loi 23-07 et l'implémentation de la comptabilité en droits constatés, la modernisation du système des paiements en intégrant le Trésor public, la gestion active de la trésorerie et de la dette publique, ainsi que l'accélération de toutes les actions de la réforme financière».

Concernant la modernisation et la digitalisation des services, il a particulièrement souligné l'«importance d'accélérer le processus de la digitalisation des services bancaires» et a insisté sur «la nécessité d'alléger les procédures administratives et d'améliorer l'accueil des citoyens».

Il a également appelé les acteurs concernés à «assurer un suivi régulier de la mise en œuvre de ce dossier afin de stimuler l'efficacité opérationnelle et de faciliter l'interaction avec le public», estimant que «la mise en place d'un mécanisme de suivi renforcera l'engagement envers ces objectifs stratégiques et assurera une évolution continue vers des services financiers plus accessibles et efficaces».

M. Faïd a, aussi, formulé des orientations claires lors de cette rencontre, encourageant vivement les responsables régionaux du Trésor à intensifier les visites de travail sur le terrain en soulignant leur rôle central dans la mise en œuvre des réformes engagées, est-il indiqué dans le communiqué.

Ces visites sur le terrain permettront non seulement «une meilleure appréhension des besoins spécifiques de chaque région, mais renforceront également la coordination entre les échelons central et régional», a-t-il estimé.

L'accent mis sur la présence «active» sur le terrain traduit, selon la même source, «la volonté du ministère de promouvoir une approche pratique et adaptée aux particularités de chaque région pour garantir le succès des initiatives mises en œuvre».

Pour sa part, le directeur général de la DGTCOF a présenté en détail, lors de cette réunion, le programme de travail pour l'année 2024, en soulignant l'«alignement de ce plan sur les axes stratégiques définis, mettant en lumière une feuille de route précise pour la mise en œuvre de chaque action et ses échéances, démontrant, ainsi, l'engagement concret de la direction dans l'atteinte des jalons programmés, et ce, dans une optique de transparence et d'une gestion rigoureuse des projets, contribuant ainsi à la concrétisation des initiatives entreprises», explique le communiqué.

Selon la même source, cette série de réunions constitue une étape «significative» vers l'établissement de nouvelles traditions de collaboration et de concertation, favorisant le débat et clarifiant les responsabilités à tous les niveaux.

A ce sujet, M. Faïd a souligné l'importance de l'«adhésion active de tous les acteurs concernés pour atteindre les objectifs fixés».



[Conseil des ministres: Numérisation, statut de l'imam et fermes pilotes à l'ordre du jour](#)

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée au suivi du Rapport d'étape sur l'état d'avancement du processus de numérisation, au statut et au régime indemnitaire de l'imam et à un exposé sur les fermes pilotes, indique dimanche un communiqué de la Présidence de la République.

«Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres consacrée au suivi du Rapport d'étape sur l'état d'avancement du processus de numérisation, au statut particulier et au régime indemnitaire de l'imam et à un exposé sur les fermes pilotes», lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.



Trésor public : Le plan d'action 2024 au peigne fin

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé une réunion de travail consacrée à la présentation et à l'examen du plan d'action pour l'année 2024 de la direction générale du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat (DGTCOF).

Ce plan d'action établi sur quatre axes stratégiques majeurs vise à moderniser les services et les métiers du Trésor, améliorer l'efficacité financière, la qualité comptable et les conditions de travail, a indiqué un communiqué du ministère. M. Faïd a souligné l'importance de cette rencontre, qui constitue, selon lui, une suite d'une série de réunions avec toutes les structures du ministère, tout en rappelant le rôle « central » de la DGTCOF dans l'action financière de l'Etat et la gestion de ses participations, ainsi que son « rôle moteur » dans l'accélération de la réforme financière.

Le ministre a, également, encouragé une vision « élargie » de la mission de cette direction, la considérant comme « un acteur clé de l'activité économique et un adjuvant de la stabilité financière du pays ». Il a mis en avant, en outre, l'importance de prendre conscience de l'évolution du rôle et des missions de la DGTCOF, dans le contexte de la mise en œuvre de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et de la réforme budgétaire et comptable à tous les niveaux ». Cette compréhension, a-t-il ajouté, « doit servir de guide et d'accompagnement dans toutes les actions entreprises par la DGTCOF ».

Faïd a exprimé « son attachement à la mise à niveau comptable selon la loi 23-07 et l'implémentation de la comptabilité en droits constatés, la modernisation du système des paiements en intégrant le Trésor public, la gestion active de la trésorerie et de la dette publique, ainsi que l'accélération de toutes les actions de la réforme financière ».

Concernant la modernisation et la digitalisation des services, il a, particulièrement, souligné l'importance d'accélérer le processus de la digitalisation des services bancaires » et a insisté sur « la nécessité d'alléger les procédures administratives et d'améliorer l'accueil des citoyens ».

Il, aussi, a appelé les acteurs concernés à « assurer un suivi régulier de la mise en oeuvre de ce dossier afin de stimuler l'efficacité opérationnelle et de faciliter l'interaction avec le public », estimant que « la mise en place d'un mécanisme de suivi renforcera l'engagement envers ces

objectifs stratégiques et assurera une évolution continue vers des services financiers plus accessibles et efficaces ».

Faid a, également, formulé des orientations claires lors de cette rencontre, encourageant vivement les responsables régionaux du trésor à intensifier les visites de travail sur le terrain en soulignant leur rôle central dans la mise en œuvre des réformes engagées, est-il indiqué dans le communiqué.

Ces visites sur le terrain permettront non seulement « une meilleure appréhension des besoins spécifiques de chaque région, mais renforceront également la coordination entre les échelons central et régional », a-t-il estimé.

L'accent mis sur la présence « active » sur le terrain traduit, selon la même source, « la volonté du ministère de promouvoir une approche pratique et adaptée aux particularités de chaque région pour garantir le succès des initiatives mises en œuvre ».

Pour sa part, le directeur général de la DGTCOF a présenté en détail, lors de cette réunion, le programme de travail pour l'année 2024, en soulignant l'alignement de ce plan sur les axes stratégiques définis, mettant en lumière une feuille de route précise pour la mise en œuvre de chaque action et ces échéances, démontrant, ainsi, l'engagement concret de la direction dans l'atteinte des jalons programmés, et ce dans une optique de transparence et d'une gestion rigoureuse des projets, contribuant ainsi à la concrétisation des initiatives entreprises », explique le communiqué.

Selon la même source, cette série de réunions constitue une étape « significative » vers l'établissement de nouvelles traditions de collaboration et de concertation, favorisant le débat et clarifiant les responsabilités à tous les niveaux.



مخطط عمل المديرية العامة للخزينة في 2024

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، اجتماع عمل مخصص لعرض ودراسة مخطط العمل 2024 للمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة، السبت بالجزائر العاصمة، بحسب بيان للوزارة.

أوضح البيان أن الاجتماع انعقد بحضور المدير العام لهذه المصلحة وكافة إداراتها، مشيراً إلى أن مخطط عمل المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة بعنوان سنة 2024 المعد في أربع محاور استراتيجية هامة يهدف إلى عصرة خدمات ومهن الخزينة وتحسين النجاعة المالية والجودة المحاسبية وشروط العمل.

وشدد السيد فايد في كلمته الافتتاحية على أهمية هذا اللقاء الذي يشكل تكملة لسلسلة الاجتماعات مع كافة مصالح الوزارة،
مذكرا بالدور "المحوري" للمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة في العمل المالي للدولة
وتسيير مساهماتها وكذا "دورها الريادي" في تسريع الإصلاح المالي.

وأبرز الوزير الرؤية "الموسعة" لمهمة هذه المديرية معتبرا إياها "كفاعل رئيسي للنشاط الاقتصادي ومساعد للاستقرار
المالي في البلاد."

وأشار السيد فايد إلى "أهمية إدراك تطور دور ومهام المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة في
سياق تنفيذ القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية والإصلاح الميزانياتي والمحاسبي في جميع الأصعدة"، مضيفا أن هذا
الفهم يجب أن "يكون كدليل ومرافقة لكل الأعمال التي تقوم بها المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية
للدولة."

من جهة أخرى، أعرب الوزير عن "حرصه للتحديث المحاسبي حسب القانون رقم 07-23 وتطبيق المحاسبة في الحقوق
المثبتة وعصرنة نظام المدفوعات من خلال إدماج الخزينة العمومية والتسيير الفعال للخزينة والدين العمومي وتسريع كل
أعمال الإصلاح المالي."

بخصوص عصرنة رقمنة الخدمات، أبرز السيد فايد "أهمية تسريع عملية رقمنة الخدمات البنكية" و"ضرورة تخفيف
الإجراءات الإدارية وتحسين استقبال المواطنين."

ودعا الفاعلين المعنيين إلى "ضمان متابعة منتظمة لتطبيق هذا الملف لتحقيق النجاعة العملية وتسهيل التفاعل مع
الجمهور"، معتبرا أن "تطبيق آلية متابعة كفيل بتعزيز الالتزام بتحقيق هذه الأهداف الإستراتيجية وضمان تطور مستمر
نحو خدمات مالية في المتناول وأكثر نجاعة."

وأعطى السيد فايد توجيهات واضحة خلال هذا اللقاء تشجع بقوة المسؤولين الجهويين للخزينة على تكثيف زيارات العمل
الميدانية، مع التأكيد على دورهم المحوري في تطبيق الإصلاحات التي تمت مباشرتها، حسبما جاء في البيان.

وأضاف الوزير أن الزيارات الميدانية لن تسمح فقط "بفهم أحسن للاحتياجات الخاصة بكل منطقة بل ستعزز أيضا من
التنسيق بين المستويين، المركزي والجهوي."

وبحسب السيد فايد، هذا الحضور "الفاعل" ميدانيا يعكس إرادة الوزارة في ترقية مقاربة عملية تتكيف وخصوصيات كل
منطقة لضمان نجاح المبادرات التي تم إطلاقها."

بدوره قدم المدير العام للمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة خلال هذا الاجتماع عرضا
مفصلا حول برنامج العمل لسنة 2024. مؤكدا أن "تكييف هذا المخطط مع المحاور الإستراتيجية المحددة مع إعداد خارطة
طريق محددة لتطبيق كل نشاط وأجاله"، موضحا بذلك الالتزام الملموس للإدارة بتحقيق الأهداف المسطرة، وذلك من
منظور الشفافية والتسيير الصارم للمشاريع بما يساهم في تحقيق المبادرات التي تم إطلاقها"، يضيف البيان.

هذه السلسلة من اللقاءات تمثل مرحلة "هامة" نحو إرساء تقاليد جديدة للتعاون والتشاور تخدم الحوار وتحدد المسؤوليات على كافة المستويات.

في هذا الصدد، ركز السيد فايد على أهمية "الانضمام الفاعل لكل الفاعلين المعنيين لبلوغ الأهداف المسطرة".



وزير المالية يستعرض مخطط العمل 2024 للمديرية العامة للخزينة

ترأس وزير المالية لعزیز فايد إجتماع عمل مخصص لعرض ودراسة مخطط العمل 2024. للمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة.

حسب بيان للوزارة، فإن الإجتماع إنعقد بحضور المدير العام لهذه المصلحة وكافة إطاراتها. مشيرا إلى أن مخطط عمل المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة بعنوان سنة 2024 المعد في أربع محاور استراتيجية هامة. يهدف إلى عصرنة خدمات ومهن الخزينة وتحسين النجاعة المالية والجودة المحاسبية وشروط العمل.

وقال وزير المالية لعزیز فايد، أن هذا اللقاء يشكل تكملة لسلسلة الإجتماعات مع كافة مصالح الوزارة. مذكرا بالدور المحوري للمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة في العمل المالي للدولة وتسيير مساهماتها. وكذا دورها الريادي في تسريع الإصلاح المالي.

كما أشار فايد إلى أهمية إدراك تطور دور ومهام المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة. في سياق تنفيذ القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية والإصلاح الميزانياتي والمحاسبي في جميع الأصعدة. مضيفا أن هذا الفهم يجب أن يكون كدليل ومرافقة لكل الأعمال التي تقوم بها المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة.

من جهة أخرى أعرب الوزير عن حرصه للتحديث المحاسبي حسب القانون رقم 07-23 وتطبيق المحاسبة في الحقوق المثبتة. وعصرنة نظام المدفوعات من خلال إدماج الخزينة العمومية والتسيير الفعال للخزينة والدين العمومي وتسريع كل أعمال الإصلاح المالي.

بخصوص عصرنة رقمنة الخدمات، أبرز يد فايد أهمية تسريع عملية رقمنة الخدمات البنكية. وضرورة تخفيف الإجراءات الإدارية وتحسين استقبال المواطنين. كما دعا الفاعلين المعنيين إلى ضمان متابعة منتظمة لتطبيق هذا الملف لتحقيق النجاعة العملية وتسهيل التفاعل مع الجمهور. كما اعتبر أن تطبيق آلية متابعة كفيل بتعزيز الالتزام بتحقيق هذه الأهداف الإستراتيجية و ضمان تطور مستمر نحو خدمات مالية في المتناول و أكثر نجاعة.

ضرائب.. إطلاق نظام ”جبايتك“ بـ 5 ولايات اليوم

تم اليوم الأحد، الإطلاق الرسمي للنظام المعلوماتي الجبائي ”جبايتك“ على مستوى 5 ولايات، وهي سكيكدة و عنابة ومعسكر والنعامة وأم البواقي.

وحسب بيان للمديرية العامة للضرائب، تم الإطلاق الرسمي للنظام المعلوماتي الجبائي ”جبايتك“ على مستوى المراكز التالية:

المركز الجوارى للضرائب عزابة ”مديرية الضرائب سكيكدة“، والمركز الجوارى للضرائب البوني ”مديرية الضرائب عنابة“.

وكذا المركز الجوارى للضرائب محمديّة ”مديرية الضرائب معسكر“، والمركز الجوارى للضرائب عين الصفراء ”مديرية الضرائب النعامة“. والمركز الجوارى للضرائب عين الفكرون ”مديرية الضرائب أم البواقي“.

تجدر الإشارة بأن هذا الإطلاق يندرج في إطار برنامج نشر لرقمنة مصالح الضرائب من أجل تسهيل الإجراءات الإدارية للمستعملي الإدارة الجبائية.



شدد على تخفيف الإجراءات الإدارية وتحسين استقبال المواطنين.. فايد:

تسريع رقمنة الخدمات البنكية والإصلاح المالي

* تكثيف العمل الميداني ودعم التنسيق بين المستويين المركزي والجهوي

* ضمان تطور مستمر نحو خدمات مالية في المتناول وأكثر نجاعة

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، بالعاصمة، اجتماع عمل مخصص لعرض ودراسة مخطط العمل 2024، للمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة.

أوضح بيان للوزارة، أن الاجتماع انعقد أول أمس، بحضور المدير العام لهذه المصلحة وكافة إطاراتها، مشيراً إلى أن مخطط عمل المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة بعنوان سنة 2024، المعد في أربع محاور استراتيجية هامة يهدف إلى عصرنه خدمات ومهن الخزينة وتحسين النجاعة المالية والجودة المحاسبية وشروط العمل.

وشدد فايد، في كلمته الافتتاحية على أهمية هذا اللقاء الذي يشكل تكملة لسلسلة الاجتماعات مع كافة مصالح الوزارة، مذكرا بالدور "المحوري" للمديرية العامة للخرزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة في العمل المالي للدولة، وتسيير مساهماتها وكذا "دورها الريادي" في تسريع الإصلاح المالي.

وأبرز الوزير، الرؤية "الموسعة" لمهمة هذه المديرية معتبرا إياها "كفاعل رئيسي للنشاط الاقتصادي ومساعد للاستقرار المالي في البلاد".

وأشار فايد، إلى "أهمية إدراك تطور دور ومهام المديرية العامة للخرزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة، في سياق تنفيذ القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية والإصلاح الميزانياتي والمحاسبي في جميع الأصعدة"، مضيفا أن هذا الفهم يجب أن "يكون كدليل ومرافقة لكل الأعمال التي تقوم بها المديرية العامة للخرزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة".

من جهة أخرى أعرب الوزير، عن "حرصه للتحديث المحاسبي حسب القانون رقم 07-23 وتطبيق المحاسبة في الحقوق المثبتة وعصرنة نظام المدفوعات من خلال إدماج الخزينة العمومية والتسيير الفعال للخرزينة والدين العمومي وتسريع كل أعمال الإصلاح المالي".

بخصوص عصرنة رقمنة الخدمات أبرز فايد، "أهمية تسريع عملية رقمنة الخدمات البنكية" و"ضرورة تخفيف الإجراءات الإدارية وتحسين استقبال المواطنين".

كما دعا الفاعلين المعنيين إلى "ضمان متابعة منتظمة لتطبيق هذا الملف لتحقيق النجاعة العملية وتسهيل التفاعل مع الجمهور"، معتبرا أن "تطبيق آلية متابعة كفيل بتعزيز الالتزام بتحقيق هذه الأهداف الاستراتيجية، وضمان تطور مستمر نحو خدمات مالية في المتناول وأكثر نجاعة".

وأعطى فايد، توجيهات واضحة خلال هذا اللقاء تشجع بقوة المسؤولين الجهويين للخرزينة على تكثيف زيارات العمل الميدانية، مع التأكيد على دورهم المحوري في تطبيق الإصلاحات التي تمت مباشرتها. وأضاف الوزير، أن الزيارات الميدانية لن تسمح فقط "بفهم أحسن للاحتياجات الخاصة بكل منطقة بل ستعزز أيضا التنسيق بين المستويين المركزي والجهوي".

وحسب فايد، فإن هذا الحضور الفاعل ميدانيا يعكس إرادة الوزارة في ترقية مقاربة عملية تكثيف وخصوصيات كل منطقة لضمان نجاح المبادرات التي تم إطلاقها.

بدوره قدم المدير العام للمديرية العامة للخرزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة، خلال هذا الاجتماع عرضا مفصلا حول برنامج العمل لسنة 2024، مؤكدا أن "تكثيف هذا المخطط مع المحاور الاستراتيجية المحددة مع إعداد خارطة طريق محددة لتطبيق كل نشاط وآجاله".

شدد على ضرورة تعميم الرقمنة.. اللواء بخوش:

جهاز الجمارك مطالب بالانخراط الكامل في الاستراتيجية الاقتصادية

دعا المدير العام للجمارك اللواء عبد الحفيظ بخوش، أمس، إلى الانخراط التام لجهاز الجمارك الجزائرية في الاستراتيجية الاقتصادية الوطنية للحفاظ على الاقتصاد ومرافقة التصدير خارج مجال المحروقات وتعميم الرقمنة، مشددا على أهمية التكوين المتواصل لأعوان الجهاز.

أكد اللواء بخوش خلال زيارته للمديرية الجهوية للجمارك بوهران أن تعليمات السلطات العليا للبلاد وعلى رأسها رئيس الجمهورية، تحت على الحفاظ على الاقتصاد الوطني من ناحية الاستيراد والتصدير خارج مجال المحروقات مع تعميم والرقمنة، مشيرا إلى أن مهام حماية الاقتصاد الوطني تقع على عاتق الجمركي من خلال تسريع وتيرة التعامل مع المتعاملين الاقتصاديين لتصدير المنتجات خارج المحروقات، ما منة شأنه دعم الخزينة العمومية بالعملية الصعبة. كما أكد المدير العام للجمارك بأن دور الجمارك يكمن في محاربة التهريب والغش وتضخيم الفواتير واعتبر ذلك مهمة نبيلة وشريفة، مؤكدا على ضرورة وضع كل التسهيلات لتصدير البضائع المحلية نحو الخارج.

وخلال زيارته لمفتشية أقسام الجمارك بميناء وهران، أكد المدير العام على ضرورة التكوين المتواصل للجمركيين ومتابعة كل المستجدات في القوانين والإجراءات الجمركية واعتماد الرقمنة، بما يتماشى والتوجه نحو تفعيل النظام الحديث للمعالجة الجمركية للتصريحات. من جهته، أكد المدير الجهوي للجمارك بوهران شعبان زروال بأن الجمارك الجزائرية تعمل على تكريس كل الجهود لتذليل العقبات التي تعترض المتعاملين الاقتصاديين والمستثمرين ومحاربة كل أشكال الغش والتهريب والجريمة العابرة للحدود، بالاعتماد على المنظومات المعلوماتية لزيادة تطوير الخدمات والرقابة وإعطاء رؤية واضحة وشفافة لتحليل البيانات وتنفيذ السياسة الاقتصادية للجزائر.

كما كشف بأن "الجمارك الجزائرية كانت سبقة في رقمنة القطاع من خلال النظام المعلوماتي الجديد "أساس" الذي يعمل على تسيير ذكي للحدود من خلال حركة البضائع والمسافرين"، موضحا بأن استغلال كل هذه الوسائل التكنولوجية الحديثة، تسمح بمواكبة التطورات الحاصلة في العالم .

كما أكد حرص الجهاز على تعزيز التعاون مع المحيط الاقتصادي من خلال تهيئة بيئة أعمال ملائمة وتعزيز التنسيق الفعال والتعامل مع كافة المتدخلين في عملية التجارة الخارجية ومرافقة المتعاملين الاقتصاديين في الميدان.

فايد يستعرض مخطط عمل المديرية العامة للخزينة لعام 2024

عرض وزير المالية، لعزير فايد مخطط العمل 2024 للمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة. وأوضح بيان للوزارة أن فايد قدم العرض خلال اجتماع انعقد بحضور المدير العام للخزينة العامة وكافة إداراتها، مشيراً إلى أن مخطط عمل المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة بعنوان سنة 2024 المعد في أربع محاور استراتيجية هامة يهدف إلى عصرنة خدمات ومهن الخزينة وتحسين النجاعة المالية والجودة المحاسبية وشروط العمل.

وشدد فايد في كلمته الافتتاحية على أهمية هذا اللقاء الذي يشكل تكملة لسلسلة الاجتماعات مع كافة مصالح الوزارة، مؤكداً بالدور "المحوري" للمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة في العمل المالي للدولة وتسيير مساهماتها وكذا "دورها الريادي" في تسريع الإصلاح المالي.

وأبرز الوزير الرؤية "الموسعة" لمهمة هذه المديرية معتبراً إياها "كفاعل رئيسي للنشاط الاقتصادي ومساعد للاستقرار المالي في البلاد."

وأشار فايد إلى "أهمية إدراك تطور دور ومهام المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة في سياق تنفيذ القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية والإصلاح الميزانياتي والمحاسبي في جميع الأصعدة"، مضيفاً أن هذا الفهم يجب أن "يكون كدليل ومرافقة لكل الأعمال التي تقوم بها المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة."

من جهة أخرى، أعرب الوزير عن "حرصه لتحديث المحاسبي حسب القانون رقم 07-23 وتطبيق المحاسبة في الحقوق المثبتة وعصرنة نظام المدفوعات من خلال إدماج الخزينة العمومية والتسيير الفعال للخزينة والدين العمومي وتسريع كل أعمال الإصلاح المالي."

بخصوص عصرنة رقمنة الخدمات، أبرز فايد "أهمية تسريع عملية رقمنة الخدمات البنكية" و "ضرورة تخفيف الإجراءات الإدارية وتحسين استقبال المواطنين."

كما دعا الفاعلين المعنيين إلى "ضمان متابعة منتظمة لتطبيق هذا الملف لتحقيق النجاعة العملية و تسهيل التفاعل مع الجمهور"، معتبراً أن "تطبيق آلية متابعة كفيل بتعزيز الالتزام بتحقيق هذه الأهداف الإستراتيجية وضمان تطور مستمر نحو خدمات مالية في المتناول وأكثر نجاعة."

وأعطى فايد توجيهات واضحة خلال هذا اللقاء تشجع بقوة المسؤولين الجهويين للخزينة على تكثيف زيارات العمل الميدانية، مع التأكيد على دورهم المحوري في تطبيق الإصلاحات التي تمت مباشرتها، حسبما جاء في البيان.

وأضاف الوزير أن الزيارات الميدانية لن تسمح فقط ”بفهم أحسن للاحتياجات الخاصة بكل منطقة بل ستعزز أيضا من التنسيق بين المستويين، المركزي و الجهوي.”

وحسب فايد فان هذا الحضور ”الفاعل“ ميدانيا يعكس إرادة الوزارة في ترقية مقاربة عملية تتكيف و خصوصيات كل منطقة لضمان نجاح المبادرات التي تم إطلاقها، حسب ذات المصدر.

بدوره قدم المدير العام للمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة خلال هذا الاجتماع عرضا مفصلا حول برنامج العمل لسنة 2024.

مؤكدًا أن ”تكييف هذا المخطط مع المحاور الاستراتيجية المحددة مع إعداد خارطة طريق محددة لتطبيق كل نشاط و آجاله“، موضحا بذلك الالتزام الملموس للإدارة بتحقيق الاهداف المسطرة، و ذلك من منظور الشفافية و التسيير الصارم للمشاريع بما يساهم في تحقيق المبادرات التي تم إطلاقها.”

وحسب ذات المصدر فان هذه السلسلة من اللقاءات تمثل مرحلة ”هامة“ نحو إرساء تقاليد جديدة للتعاون و التشاور تخدم الحوار و تحدد المسؤوليات على كافة المستويات.

في هذا الصدد، ركز فايد على أهمية ”الانضمام الفاعل لكل الفاعلين المعنيين لبلوغ الأهداف المسطرة“



ضرائب: إطلاق نظام ”جبايتك“ عبر 5 ولايات

قال نائب مدير التقديرات وتقييمات الأداء بوزارة المالية أوشار سفيان، إن قطاع الضرائب قام بإطلاق نظام جبايتك عبر 5 ولايات.

وأوضح أوشار، الأحد، خلال نزوله ضيفا على برنامج ”الشروق مورنينغ“، أن الرقمنة تسيير بوتيرة متسارعة مستدلا بإطلاق نظام معلوماتي عبر 40 موقع جوازي للضرائب في 2023.

وأكد أنه سيتم اليوم رسميا إطلاق نظام ”جبايتك“، عبر عدد من المراكز عبر ولايات: سكيكدة، عنابة، معسكر، النعامة وأم البواقي.

NUMÉRISATION

Tebboune veut l'accélération du processus

● Le président de la République a ordonné l'accélération des travaux pour entrer dans la deuxième phase du projet de numérisation, avant sa présentation lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, hier à Alger, lors d'une réunion du Conseil des ministres, l'accélération du processus de numérisation, a annoncé la présidence de la République dans un communiqué. «Après la présentation du premier rapport d'étape sur l'avancement du processus de numérisation par le Haut Commissariat à la numérisation, le président de la République a ordonné l'accélération des travaux pour entrer dans la deuxième phase du projet, avant sa présentation lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres», a ajouté la même source. Le chef de l'Etat avait évoqué, fin décembre 2023, dans un discours à la nation, plusieurs projets phares en cours d'exécution dans le pays, parmi lesquels celui de la numérisation de l'administration. «La fin du premier semestre de 2024 verra le parachèvement du projet de numérisation. Ainsi, on aura

tranché définitivement cette question», avait affirmé M. Tebboune.

L'année 2023 a connu une accélération du processus de numérisation. Sous les ordres du chef de l'Etat, plusieurs secteurs clés ont ainsi été modernisés, notamment le domaine national, les impôts, les douanes, la santé, l'identité numérique. En ce qui concerne l'éducation, plus de 46 plateformes numériques destinées à la formation et à la recherche ont été lancées par le ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Dans le secteur du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, de nombreuses plateformes ont également été lancées avec pour objectif de réduire les délais de prise en charge des préoccupations des citoyens et de leur éviter les déplacements vers ces structures.

Pour veiller à l'exécution de tous ces projets, le chef de l'Etat avait mis sur pied un Haut Commissariat à la numérisation, dirigé par

Meriem Benmouloud. L'institution est chargée de concevoir la stratégie nationale de la numérisation et d'en assurer le suivi et la mise en œuvre. Selon la haut commissaire à la numérisation, ladite stratégie qui est en cours d'élaboration sera renforcée par une loi relative à la numérisation, qui devrait intervenir au cours du 1^{er} trimestre de 2024.

A propos du statut et du régime indemnitaire de l'imam, le Conseil des ministres a approuvé ce régime indemnitaire. Le président Tebboune avait ordonné, en octobre dernier, en Conseil des ministres, l'élaboration du statut particulier de l'imam, qui comprendra une révision des salaires de cette catégorie. Il avait aussi enjoint au ministre de l'Intérieur, en coordination avec les walis, d'attribuer des logements de fonction aux imams dans toutes les grandes mosquées des wilayas, ou dans les nouvelles agglomérations, en tenant compte de leurs affectations. Actuellement, les salaires

des imams relèvent du régime de la Fonction publique. Ils varient entre 30 000 DA et 40 000 DA, en sus des primes. Le salaire d'un imam ayant grade de professeur est de 30 000 DA. La dernière revalorisation des salaires date de 2008, dans le cadre du décret exécutif n° 08-411 du 24 décembre 2008, portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des Affaires religieuses et des Wakfs.

S'agissant par ailleurs de l'exposé sur les fermes pilotes présenté lors du Conseil des ministres, le président Tebboune a ordonné au ministre de l'Agriculture de procéder au changement de la dénomination de ces fermes ainsi que leur vocation, et leur intégration dans le processus de production nationale, en particulier celles dotées de grandes surfaces, en vue de combler le déficit en matière de légumineuses, a conclu le communiqué de la Présidence.

Hocine Lamriben

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES

«L'inflation ralentit plus rapidement que prévu», selon le FMI

● Compte tenu de la désinflation et de la stabilité de la croissance, «la probabilité d'un atterrissage brutal s'est estompée et les facteurs qui influent sur la croissance mondiale sont globalement équilibrés».

Le FMI enregistre un recul de l'inflation dans plusieurs régions du monde. «L'inflation ralentit plus rapidement que prévu dans la plupart des régions, sous l'effet des mesures visant à résoudre les problèmes liés à l'offre et du resserrement des politiques monétaires. L'inflation globale au niveau mondial devrait tomber à 5,8% en 2024 et à 4,4% en 2025, année pour laquelle les prévisions ont été revues à la baisse», selon cette institution de Bretton Woods.

Le Fonds monétaire international (FMI) vient ainsi de revoir sa copie. Dans un rapport intitulé «Mise à jour des perspectives mondiales de janvier 2024», le Fonds considère que «la croissance mondiale devrait être de 3,1% en 2024 et de 3,2% en 2025 ; les prévisions pour 2024 sont supérieures de 0,2 point de pourcentage à celles de l'édition d'octobre 2023 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) en raison d'une résilience plus forte que prévu aux Etats-Unis et dans plusieurs grands pays émergents et pays en développement, et de l'appui budgétaire mis en place en Chine». «Les prévisions pour 2024-25, a-t-il noté, sont toutefois inférieures à la moyenne historique (2000-19) de 3,8%, en raison du niveau élevé des taux directeurs appliqués par les Banques centrales pour lutter contre l'inflation, du retrait de dispositifs d'aide budgétaire qui pèse sur l'activité économique dans un contexte de fort endettement, et de la faiblesse de la croissance tendancielle de la productivité.» Aussi bizarre que cela puisse paraître, ledit rapport omet



PHOTO : D. B.

Le Fonds monétaire international n'évoque pas dans son rapport la situation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient

de parler de la région Afrique du Nord. Il n'est nulle part fait référence à cette région qu'on a souvent désignée sous la catégorie de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Le FMI évoque le groupe de pays Moyen-Orient et Asie centrale. Doit-on les classer dans la catégorie des pays émergents et en développement ? Dans ces derniers en effet, selon le FMI, «la croissance devrait rester à 4,1% en 2024 et s'accélérer à 4,2% en 2025. La révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage pour 2024 depuis octobre 2023 est due à une amélioration des prévisions pour plu-

sieurs régions». «Dans la région Moyen-Orient et en Asie centrale, a-t-on noté, la croissance devrait passer d'un taux estimé à 2,0% en 2023 à 2,9% en 2024, puis 4,2% en 2025, ce qui représente une révision à la baisse de 0,5 point de pourcentage pour 2024 et une révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage pour 2025 par rapport aux projections d'octobre 2023. Ces révisions sont principalement attribuables à l'Arabie Saoudite et s'expliquent par une baisse temporaire de la production de pétrole en 2024, conformément à un accord conclu dans le cadre de l'OPEP+ (Organisation

des pays exportateurs de pétrole, y compris la Russie, et d'autres pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP) mais aussi par des baisses décidées de manière unilatérale, tandis que la croissance non pétrolière devrait rester soutenue.»

Selon le FMI, compte tenu de la désinflation et de la stabilité de la croissance, «la probabilité d'un atterrissage brutal s'est estompée et les facteurs qui influent sur la croissance mondiale sont globalement équilibrés». Cela pourrait conduire, a-t-il conclu, à un nouvel assouplissement des conditions financières. **A. Benyahia**

LE BOYCOTT DES PORTS MAROCAINS Les précisions de l'ABEF

La décision de refuser toute opération de domiciliation pour les contrats de transport prévoyant le transit par les ports marocains «est toujours en vigueur». C'est ce qu'indique une nouvelle note de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF) adressée ce 3 février aux directeurs généraux des banques. De ce fait, la décision annoncée le 10 janvier dernier «garde toute sa validité effective». «Suite aux allégations mensongères et la grossière manipulation des médias marocains, l'ABEF informe les directeurs généraux des banques que la décision de refuser toute opération de domiciliation, pour les contrats de transport qui prévoient le transbordement/transit par les ports marocains, est toujours en vigueur et garde toute sa validité effective», précise en effet ledit communiqué.

Pour rappel, le 10 janvier, l'Abef a notifié les banques concernant le refus de toute opération de domiciliation pour les contrats de transport qui prévoient le transbordement/transit par les ports marocains, dans le cadre des opérations de commerce extérieur.

Les transporteurs se sont adaptés à cette mesure. Ainsi, les armateurs CMA CGM et Maersk ont annoncé qu'ils transiteront par les ports espagnols, pour se conformer aux nouvelles consignes algériennes d'éviter le transbordement/transit dans les ports marocains de produits destinés au marché algérien.

Le 19 janvier, CMA CGM a annoncé dans ce sillage que toutes les marchandises destinées à Oran, Mostaganem et Ghazaouet (Algérie) transiteront désormais soit via Algésiras, soit via Valence au lieu de Tanger (Maroc). Quelques jours après, le 24 janvier, Maersk a annoncé son plan de rediriger la majorité de ses expéditions vers les ports d'Alger, Skikda et Béjaïa via Barcelone et Algésiras. Le 29 janvier, l'Association revient à la charge avec des précisions.

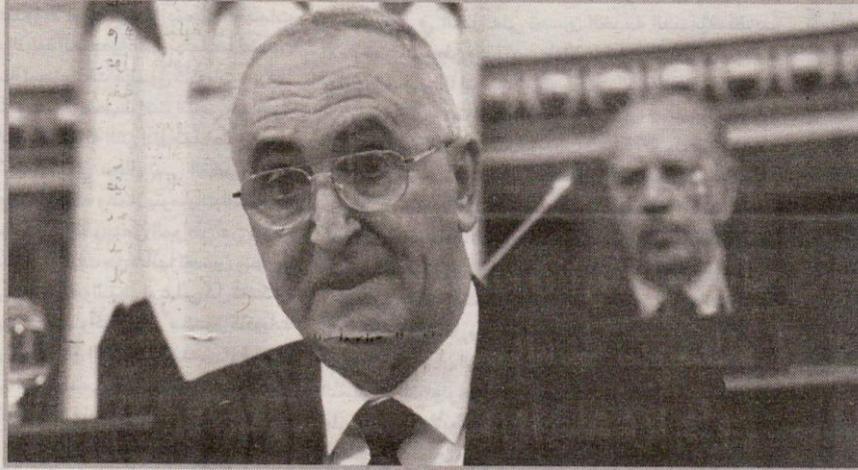
Des précisions portant sur la facilitation des procédures d'importation des produits ayant fait l'objet de transbordement par des ports marocains avant le 10 janvier.

A travers cette note courrier, l'ABEF a demandé aux banques «de procéder à la domiciliation de toutes les opérations d'importation de produits, notamment ceux périssables et en particulier les viandes, dont la date d'embarquement à bord des navires est antérieure au 10 janvier 2024».

R. E.

مع تخفيف الإجراءات الإدارية .. فايد:

ضرورة تسريع عملية رقمنة الخدمات البنكية



المحاسبية في الحقوق المثبتة وعصرنة نظام المدفوعات من خلال إدماج الخزينة العمومية والتسيير الفعال للخزينة والدين العمومي وتسريع كل أعمال الإصلاح المالي".

بخصوص عصرنة رقمنة الخدمات، أبرز يد فايد أهمية تسريع عملية رقمنة الخدمات البنكية وضرورة تخفيف الإجراءات الإدارية وتحسين استقبال المواطنين. كما دعا الفاعلين المعنيين إلى ضمان متابعة منتظمة لتطبيق هذا الملف لتحقيق النجاعة العملية وتسهيل التفاعل مع الجمهور. كما اعتبر أن تطبيق آلية متابعة كفيل بتعزيز الالتزام بتحقيق هذه الأهداف الاستراتيجية وضمان تطور مستمر نحو خدمات مالية في المتناول وأكثر نجاعة".

م.ج

للمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة في العمل المالي للدولة وتسيير مساهماتها. وكذا دورها الريادي في تسريع الإصلاح المالي.

كما أشار فايد إلى أهمية إدراك تطور دور ومهام المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة، في سياق تنفيذ القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية والإصلاح الميزانياتي والمحاسبي في جميع الأصعدة. مضيفا أن هذا الفهم يجب أن يكون كدليل ومرافقة لكل الأعمال التي تقوم بها المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة".

من جهة أخرى أعرب الوزير عن حرصه للتحديث المحاسبي حسب القانون رقم 07-23 وتطبيق

ترأس وزير المالية لعزیز فايد اجتماع عمل مخصص لعرض ودراسة مخطط العمل 2024 للمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة. حسب بيان للوزارة، فإن الاجتماع انعقد بحضور المدير العام لهذه المصلحة وكافة إداراتها. مشيرا إلى أن مخطط عمل المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة بعنوان سنة 2024 المعد في أربعة محاور استراتيجية هامة، يهدف إلى عصرنة خدمات ومهن الخزينة وتحسين النجاعة المالية والجودة المحاسبية وشروط العمل.

وقال وزير المالية لعزیز فايد، إن هذا اللقاء يشكل تكملة لسلسلة الاجتماعات مع كافة مصالح الوزارة. مذكرا بالدور المحوري

المديرية العامة للضرائب إطلاق نظام "جبايتك" في 5 ولايات

للضرائب عزابة "مديرية الضرائب سكيكدة"، والمركز الجوارى للضرائب البونى "مديرية الضرائب عزابة"، بالإضافة إلى المركز الجوارى للضرائب محمديّة "مديرية الضرائب معسكر"، والمركز الجوارى للضرائب عين الصفراء "مديرية الضرائب النعامة"، والمركز الجوارى للضرائب عين الفكرون "مديرية الضرائب أم البواقي".
هدى مشاشبي

الجبايئة، وهو ما يتقاطع مع توجيهات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون القضائية بتعميم الرقمنة في كل القطاعات، ولا سيما في الإدارة، وذلك بهدف استغلال التكنولوجيات الحديثة في تسهيل الحياة اليومية للمواطن. وحسب توضيحات المديرية العامة للضرائب في بيان صدر عنها، فإن النظام الرقمي الجديد دخل حيز الخدمة على مستوى المركز الجوارى

● أعلنت المديرية العامة للضرائب أمس عن الإطلاق الرسمي للنظام المعلوماتي الجبايئي الرقمي "جبايتك"، وذلك على مستوى 5 ولايات هي: سكيكدة وعزابة ومعسكر والنعامة وأم البواقي. ويأتي إطلاق هذا النظام الجبايئي في إطار برنامج المديرية لنشر وتعميم الرقمنة عبر مصالح الضرائب من أجل تسهيل الإجراءات لمستعملي الإدارة